

surcharger l'impôt sur le revenu d'un supplément.» Monsieur l'Orateur, ceux qui appuieront cette motion voteront pour cette surcharge prochaine. (*Applaudissements*)

Le Canada n'a jamais connu encore de vie aussi chère, ni d'inflation aussi forte. Les prix continuent à grimper. Mais le gouvernement s'en moque. Il entretient son appétit glouton du pouvoir.

Je déclare au gouvernement: si vous réussissiez à vous en tirer, à faire accepter cela, vous pourriez impunément sans doute demeurer au pouvoir pendant cinq ans, si cela vous chantait, peu importe ce qu'on en pense; il vous suffirait à la prochaine défaite de dire le lendemain: «Quel dommage. On nous a interrompus au moment même où nous allions nous attaquer à ces grands problèmes.» (*Exclamations*)

Ils sont assis là-bas, en train d'essayer de trouver un bouc émissaire. J'ai vu le ministre des Finances et le leader de la Chambre, assis là-bas en face. Le dernier savait fort bien ce qui se passait. Si le regard reflète les sentiments, il avait peur. Mais le ministre des Finances semblait dire: «Avançons, avançons... tâchons d'en finir avec ce vote un lundi soir.»

Je donne au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. MacEachen) une occasion de nier qu'il n'ait pas tenté d'empêcher ce vote... Mais le ministre des Finances avait un rendez-vous quelque part—je ne sais où et cela m'est égal—et quand on a un rendez-vous, pourquoi n'y aurait-il pas vote?

La question a été mise aux voix et les vis-à-vis sont accourus en désordre. Or, ils nous disent maintenant: «On nous a eus; nous avons été pris au piège comme des agneaux innocents.» Quelle défense absurde! Ils se sont pris à leur propre piège. Les gens veulent pouvoir acheter du pain et d'autres produits à des prix raisonnables et le gouvernement impose une surtaxe de 5 p. 100 qui vise le citoyen moyen, puisque le plafond est de \$600. Les marchés agricoles sont mal en point, les prix des produits agricoles ont fléchi, le chômage augmente. Comme en 1957, nous avons averti le gouvernement des mois à l'avance, mais il n'a rien fait. Dans une situation semblable, des vis-à-vis débitent des platitudes verroulées sur leur foi en la suprématie du Parlement.

Vous n'aimez pas cette institution car, autrement, vous ne permettriez pas qu'un tel crime soit commis contre elle. (*Applaudissements*)

Vous trônez ici avec majesté. Qu'importent les sentiments des Canadiens, puisque vous êtes là. Je redoute les lieux communs, mais le flot de lamentations qui a suivi votre défaite indique bien que la race des pleurnicheurs n'est pas morte.

Les députés de ce côté-là de la Chambre disent: Donnez-nous une deuxième chance. Nous avons été pris au dépourvu. Nous voulions le vote, mais ne nous blâmez pas. Monsieur l'Orateur, à notre époque, grâce aux ordinateurs électroniques, même les ministres des Finances ne sont pas obligés de savoir compter.

Le whip du gouvernement travaille très fort. Je le lui ai dit personnellement et je le répète en public. Toutefois, on le blâme maintenant d'avoir osé répondre aux vœux du ministre des Finances. Cela n'est pas de jeu. Le gouvernement veut une deuxième chance. Pourquoi? Pour présenter un nouveau projet de loi relevant les impôts. Le gouvernement n'a jamais réduit ses dépenses comme il aurait dû le faire. Toutefois, je devrais être juste à l'égard du ministre des Postes (M. Côté). J'ai de l'admiration personnelle pour lui, et j'en ai toujours eu. A mon avis, toutefois, lorsque les autres ministres et lui n'ont rien fait à propos de l'augmentation des droits postaux proposée en automne dernier, c'est la première fois dans l'histoire du Canada que l'inertie du gouvernement a épargné aux Canadiens une augmentation d'impôt. (*Applaudissements*)

● (4.20 p.m.)

Qu'est-ce que le gouvernement se propose de faire? Au lieu de régler les problèmes qui se posent, il passe son temps à saper notre monarchie. Il en a fait disparaître graduellement les vestiges. Je ne reproche pas au député de Lapointe (M. Grégoire) de rire, parce qu'il croit que tous les libéraux sont de son côté maintenant.

Au cours d'une réunion libérale, à Montréal, on a voté pour l'abolition de la monarchie. Tout parti politique a le droit d'agir comme bon lui semble, mais le gouvernement partage-t-il cet avis? Parmi ceux qui ont voté pour l'abolition, on trouve le député d'Hoche-laga (M. Pelletier), le secrétaire parlementaire du premier ministre (M. Pearson). Et le ministre de la Justice (M. Trudeau)? Je regrette qu'il ne soit pas ici; il a autre chose à faire, bien entendu. Dans les circonstances actuelles, n'est-ce pas le moment approprié de présenter une mesure concernant des choses qui jusqu'ici étaient considérées comme des délits contre l'État?